

Nouvelle controverse autour des dettes locales chinoises

D'après une étude indépendante, l'audit de référence sur le sujet n'aurait pas pris en considération les finances du niveau administratif le plus petit. Quelque 3.000 milliards de yuans auraient été oubliés.

Les dettes locales chinoises n'ont pas fini de faire parler d'elles. Alors que leur montant cumulé est au centre de toutes les interrogations, une équipe de chercheurs chinois a publié une étude

qui risque de relancer les inquiétudes. D'après cette enquête, citée par « *L'Observateur économique* », un hebdomadaire pékinois, l'audit qui faisait globalement référence dans l'estimation des dettes locales aurait sous-estimé la réalité.

Le rapport du Bureau national d'audit (NAO), commandité par Pékin, chiffrait à 10.700 milliards de yuans l'ensemble des dettes contractées par les collectivités locales chinoises. Un montant élevé, dû en partie

aux projets financés par l'emprunt dans le cadre du plan de relance de 2008 et 2009. Et dont une partie risque de ne jamais être remboursée. Mais d'après les chercheurs de « *Fost economic* », le rapport du NAO souffrait d'une sérieuse lacune : l'échelon administratif le plus petit, celui du « *bourg* », était ignoré. Seules les dettes des provinces, des villes et des districts y étaient évaluées. Comme l'explique aux « *Echos* » Feng Jianlin, chercheur à l'institut Fost, « *dès le début, cette*

lacune nous a étonnés, et nous avons contacté le NAO pour leur en faire part. Ils nous ont répondu qu'il y avait trop de bourgs pour pouvoir prendre ce niveau administratif en considération ». On dénombre 41.000 bourgs en Chine.

Créances douteuses

Mais là où le NAO a abdicqué devant l'ampleur de la tâche, l'institut Fost n'a pas, a fortiori, les moyens de faire mieux. Les chercheurs se sont donc

essentiellement livrés à des extrapolations à partir de la situation financière de certains bourgs. Ils concluent que le passif des collectivités locales, plutôt que de se situer environ autour de 10.700 milliards de yuans, serait plus élevé, d'un montant pouvant aller jusqu'à 3.000 milliards de yuans. Une différence non négligeable si l'on considère, avec le régulateur bancaire chinois, que 23 % des dettes locales ne seront jamais remboursées. Cela pourrait

augmenter de 600 milliards de yuans les créances douteuses disséminées dans le système bancaire chinois.

Difficile, à ce stade, de savoir si ce chiffre va faire des vagues. Mais cette nouvelle controverse autour des estimations de la dette locale chinoise illustre une fois de plus la difficulté qu'éprouvent tous les analystes à se faire une idée précise de la situation financière chinoise.

G. G. CORRESPONDANT À PÉKIN